

# Le culot qatari

Ce qui se passe dans le monde arabe nous fait perdre nombre de nos repères anciens. On applaudit des « rebelles », adoués des plus beaux sobriquets, dont celui de « démocrates », alors qu'ils font subir à leurs anciens bourreaux et tortionnaires des traitements parfois pires – en tout cas plus expéditifs – que ceux qu'ils ont endurés pendant des décennies (pendaison de Saddam et exécution sommaire et inhumaine de Kadhafi). On soutient des mouvements portés à bout de bras par l'Otan et les armadas militaires occidentales qui ne cachent pas des convoitises coloniales semblables à celles du début du siècle écoulé. On rallie la cause des monarchies les plus rétrogrades qui sont au « garde-à-vous » devant leurs maîtres ; ils leur sont reconnaissants d'avoir ravi à leurs sujets et aux autres coreligionnaires le monopole de la question religieuse pour en faire un usage approprié à leurs intérêts.

Quel est justement le secret du rapport de domination-soumission qui lie les monarchies arabo-musulmanes à leurs commanditaires du complexe militaro-industriel états-uniens ?

Un analyste américain crédible nous livre, avec son regard propre, le secret de ce qui pousse un « petit poucet », un Etat « fast-food », miraculeusement tiré des sables du désert d'Arabie dans le seul prolongement d'un baril de pétrole, sans profondeur historique aucune, à se joindre résolument à une intervention étrangère dans un autre pays arabe et à devenir un fervent partisan et soutien de la « rébellion ».

David B. Roberts, directeur au Royal United Services Institute du Qatar, rappelle dans son étude que ce minuscule émirat arabe de seulement 1,6 million de personnes, des étrangers pour la plupart, riche en pétrole et gaz, a été le premier pays arabe à reconnaître le Conseil national de transition, après avoir assuré l'écoulement du pétrole libyen pour le compte des rebelles afin de contourner les sanctions et participé à l'effort de guerre occidental en fournissant du gaz, du diesel et des millions de dollars d'aide. En mars dernier, il a surpris le monde entier en envoyant six avions de combat Mirage (probablement toute sa force de chasse opéra-

tionnelle) se joindre à des opérations aériennes de l'Otan.

David B. Roberts va au-delà du soutien symbolique ou moral d'un pays arabe à l'action de l'Otan médiatiquement esquissé : « Le Premier ministre qatari, Cheikh Hamad ben Jassim al-Thani, a avoué l'envoi d'armes « défensives » aux rebelles, mais l'arsenal parvenu à Tripoli suggère que le soutien est allé encore plus loin. Les forces spéciales du Qatar auraient assuré une formation d'infanterie de base pour les combattants rebelles libyens dans les montagnes de Nafusa, à l'ouest de Tripoli, et à l'est. L'armée qatarie a même transporté des combattants libyens de retour de Doha pour des opérations spéciales. Et dans l'assaut final contre Kadhafi, à Bab al-Aziziya, le 24 août, les forces spéciales du Qatar ont été vues sur les lignes du front. »

Le renseignement qatari n'est pas en marge. Ali al-Salabi, un des imams les plus en pointe de Libye, exilé au Qatar depuis de nombreuses années, n'est autre que le frère Ismaïl al-Salabi, le chef de la katiba du 17 Février, faction rebelle islamiste, réputée pour avoir reçu un important soutien financier du Qatar.

Al-Jazeera, la chaîne satellitaire basée à Doha, a pour sa part lourdement assisté les rebelles libyens sur le plan médiatique.

L'activisme diplomatique qatari est récent. Il date du milieu des années 1990. Mettant à profit ses ressources colossales et sa position géostratégique, l'émirat intervient dans la solution des différends au Moyen-Orient et au-delà. Au fil des ans, il s'est impliqué, avec un succès mitigé, dans divers conflits internationaux : en 2008, sa médiation dans le conflit libanais sombre dans l'impasse, après dix-huit mois de tractations. Plus récemment, les accords provisoires conclus, sous sa houlette, entre le gouvernement yéménite et les rebelles Houthis ne semblent pas pouvoir faire long feu.

L'auteur de l'étude rappelle le caractère démesuré des ambitions de l'émirat, comme celle de se mettre à la pointe de l'opinion démocratique arabe contre « un dictateur largement détesté » ou de faire de la figuration dans l'opération Desert Storm, avant de s'appesantir sur

la « rupture spectaculaire de la politique étrangère traditionnelle » du Qatar depuis « le tournant libyen, dans une région traditionnellement dominée par les Etats mastodontes ».

Le scénario libyen peut-il se reproduire en Syrie ?

« Si l'élite qatarie avait la capacité et la possibilité de le faire, elle aurait probablement choisi d'intervenir pour arrêter la répression brutale du président syrien Bachar Al-Assad contre les dissidents. Par ailleurs, comme tout Etat sunnite méfiant à l'endroit de l'expansion du pouvoir chiite dans la région, le Qatar aurait exploité l'occasion de détourner la Syrie de son orientation actuelle en faveur de l'Iran. »

Ce n'est donc pas l'ambition et la prétention qui font défaut mais la capacité d'agir seul.

Qu'est ce qui autorise un tel culot ?

Le Qatar dispose de certains « atouts structurels », exogènes pour l'essentiel : la sécurité du pays est garantie par les Etats-Unis via l'énorme base Al Udeid de l'US Air Force, qui dispose de la plus longue piste du Moyen-Orient, et les installations militaires de Sayliyah, le pré-positionnement le plus important de l'armée américaine en dehors du plateau continental Etats-Unis.

Au plan intérieur, l'émirat ne fait pas le poids : en dépit de leurs ressources, les 250 000 sujets de Sa Majesté sont loin d'être des guerriers et se complaisent dans un conservatisme fait de structures familiales et tribales fortement hiérarchisées, et d'une remarquable « déférence institutionnelle » qui place l'émir du Qatar, Hamad ben Khalifah Al Thani, bien que non élu, dans un grand respect de la part de la plupart des Qataris depuis qu'il a pris la succession de son père par un coup d'Etat en 1995. Si l'on croit le chef d'état-major des forces aériennes du Qatar, le monde arabe est resté sans leadership les trois dernières années. Son pays aspire naturellement à devenir le principal médiateur entre le monde musulman et l'Occident, « un interlocuteur hautement spécialisé entre les deux mondes ».

La carte maîtresse du Qatar reste l'Islam politique : il soutient que les islamistes sont « une partie indélébile » du paysage politique et



Par Ammar Belhimer  
ambelhimer@hotmail.com

un potentiel explosif.

N'y cherchez cependant pas un quelconque amour divin. Tout est question d'intérêts sonnants et réverbérants car le Qatar a appris à compter : « Certes, les raisons pour lesquelles le Qatar s'est engagé avec autant de véhémence sont nombreuses. Avant tout, il va bénéficier économiquement de l'ère post-Kadhafi pour avoir apporté un soutien si franc et si prompt aux rebelles. Le Qatar disposera probablement d'une part non négligeable dans le pétrole de la Libye, l'industrie du gaz et les secteurs connexes comme le transport et la sécurité des installations ».

Des Indignés de Rome (contre l'austérité et la finance) avaient écrit sur leur banderole samedi 15 octobre courant : « On ne veut pas du futur. Rendez-nous notre passé. »

Ils ne pouvaient pas si bien dire.

A. B.

(\*) David Roberts, *Behind Qatar's Intervention In Libya : Why Was Doha Such A Strong Supporter of The Rebels ?*, Foreign Affairs, September 28, 2011.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoirdalgerie.com>  
E-mail :  
[info@lesoirdalgerie.com](mailto:info@lesoirdalgerie.com)

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)  
[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)



## Le salut de l'Algérie est dans les patchs !

C'est officiel ! La Libye instaure la charia et réhabilite la polygamie. Désormais, chaque libyen pourra épouser quatre...

... Tunisiennes !

J'ai lu la retranscription du P-V d'audition de Khaled Nezzar par un juge suisse. Et à la question du magistrat qui demande au général à la retraite ce qu'il faisait en Suisse au moment de son arrestation, le dignitaire algérien répond : « Je suis en Suisse pour voir mon psychothérapeute, le docteur Bourgeois, afin d'arrêter la cigarette. » Je suis proprement effondré ! Littéralement liquéfié à cette lecture. Quoi ? Il n'y a donc pas en Algérie de psychothérapeutes spécialisés dans l'arrêt de fumer ? C'est un vrai scandale sanitaire et de santé publique ! Pendant des semaines, on nous a partout bassinés avec de vulgaires problèmes de cancers, de malades mourants aux portes du CPMC Mustapha-Pacha, de patients qui finissaient par crever avant leur premier rendez-vous de radiothérapie, et on a même entendu partout le professeur Bouzid appuyer sur la sonnette d'alarme jusqu'à en péter le mécanisme, alors qu'en vérité, il y avait plus graaaaaave ! L'Algérie, le système de santé algérien, Ya Aâdjaba, ne disposent pas de psychothérapeutes pouvant aider les désespérés à arrêter de cloper ? Je m'insurge ! Oui ! Je m'insurge violemment contre la politique de soins actuelle. Elle produit des dérives insupportables. Elle pousse les gens dans leurs derniers retranchements, les obligeant à se rendre dans des pays comme la Suisse pour se soigner d'une addiction à la cigarette. C'est de l'humiliation citoyenne ! Et Ahmed Ouyahia a beau donner ordre à Ould Abbès

d'importer en urgence toute une série de médicaments pour des maladies dites « graves », je ne lis point dans cette liste de médocs les noms de patchs anti-cigarettes ni de traitements contre la nicotine. Encore une fois, on va importer tout et n'importe quoi. Mais pas l'essentiel. Car l'essentiel, vous l'aurez compris, ce sont les patchs ! Je dirais même plus, l'Institut de médecine, en collaboration avec celui de psychothérapie doivent réfléchir très vite à mettre en place une chaire « anti-tabac ». S'il le faut, Harroubia doit bouleverser sa carte universitaire pour ça ! Il n'est plus tolérable qu'une personne d'un âge certain, près de 80 ans, en soit réduite à ce chemin de croix, à ces efforts éprouvants, prendre le chemin de l'aéroport, monter dans un avion, supporter tant bien que mal l'effet de pressurisation, se caler dans l'estomac l'affreux plateau repas de la compagnie nationale, attendre debout devant le tourniquet qu'arrive son bagage, prendre au vol un taxi, pour finir blotti dans le fauteuil en cuir moelleux d'un psychothérapeute suisse censé vous aider à arrêter de fumer. Et là, je ne vous parle même pas des autres désagréments. Comme ces juges inhumains qui, ne tenant même pas compte du calvaire du voyage que vous venez d'accomplir, des affres de votre traitement anti-tabac, viennent ensuite vous prendre la tête avec l'arrêt du processus électoral. Franchement, Monsieur le juge ! La question n'est pas là ! L'urgence, ce n'est pas l'arrêt du processus électoral, mais bien plutôt l'arrêt de la cigarette ! Regardez, moi qui ne connais aucun psychothérapeute, eh ben j'en suis encore réduit à fumer du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.

IL Y A TOUJOURS UNE  
**Ranati** POUR VOUS  
EXPRIMER.



APPELEZ OU ENVOYEZ LE CODE  
PAR SMS AU **2020**



تعييش L'Algérie

[www.facebook.com/djezzy](http://www.facebook.com/djezzy)